

Quelques informations sur le changement climatique avant le sommet de Copenhague

Le changement climatique, du fait des émissions antérieures des Gaz à Effet de Serre (GES) à l'échelle mondiale, est inéluctable. Il faut dès maintenant s'adapter et surtout limiter les GES pour que la température mondiale n'augmente pas plus de 2°C d'ici la fin du XXIème siècle.

Le sommet international de Copenhague qui se déroule du 7 au 18 décembre doit répondre à ces défis.

Protocole de Kyoto (1997-2012) : un demi-échec

En 1997, lors de la signature du premier protocole international sur le changement climatique, 38 nations industrialisées (sans les Etats-Unis, l'Australie, la Chine,...) devaient réduire leurs émissions des principaux GES d'au moins 5% en 2012 par rapport à 1990.

En 2009, les résultats sont mitigés :

- le Japon (pays où le protocole a été signé), l'Espagne ou encore le Canada ont augmenté leurs émissions de 5% à 30% par rapport à celles de 1990
- l'Union Européenne des 27 a dans son ensemble baissé ces émissions de près de 10% du fait essentiellement de l'effondrement économique des pays de l'Est
- la Russie a baissé ces émissions de plus de 30%, ce qui lui a permis d'obtenir des droits à polluer qu'elle peut revendre ensuite sur le marché international dédié.

Entre 1997 et 2007 (source OMM), la concentration en moyenne mondiale de CO₂ a évolué de près de 10% car elle était de 350 ppm (partie par million) en 1987 contre 383 ppm en 2007.

Pour les experts, la concentration maximale à ne pas dépasser est située à 450 ppm.

Dans ce contexte global où les émissions continuent d'augmenter du fait de la multiplication des échanges internationaux et de l'industrialisation de nombreux pays comme la Chine, le protocole de Copenhague doit permettre de trouver des solutions communes.

Protocole de Copenhague : des interrogations

Les plus grands pays émetteurs de GES (Chine, Etats-Unis, Europe, Japon,...) arrivent avec des objectifs chiffrés mais les bases de calcul sont différentes. Par exemple, les Etats-Unis utilisent l'année de référence de 2005, la Chine comme l'Inde, souhaitent diminuer leur intensité carbone pour chaque point de PIB et l'Europe veut diminuer leurs émissions par rapport à la référence de 1990.

De plus, il existe un problème de la répartition du coût de la baisse des émissions avec le transfert financier et technique des pays riches vers les pays pauvres.

Ce sommet se doit, pour l'avenir de la planète et pour les générations futures, être un succès malgré des divisions historiques, politiques, financières et techniques.